

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
12 au 26 janvier

Le chiffre du mois

-70%
**DEFICIT
PLUVIOMETRIQUE**

Le Roi Mohammed VI a présidé, le 16 janvier, une séance de travail consacrée à la problématique de l'eau, dans un contexte marqué par un déficit notable en termes de précipitations et une très forte pression sur les ressources hydriques à travers le Maroc. Le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, est revenu sur la situation hydrique avec, pour la période de septembre à mi-janvier 2024, un déficit pluviométrique de 70% par rapport à la

moyenne historique, ainsi qu'un taux de remplissage des barrages de 23,2% contre 31,5% à la même période de l'année dernière.

Alors que le Maroc est désormais placé en situation de stress hydrique structurel – la disponibilité de la ressource en eau ayant été divisée par cinq en 50 ans – cette problématique apparaît d'autant plus critique que le secteur agricole, très consommateur en eau (85% de la ressource), reste un pilier majeur de l'économie du Royaume (14% du PIB et 40% de la population active). Selon la Banque mondiale, les chocs pluviométriques pourraient expliquer près de 37% de la variance du PIB marocain. Ainsi, lorsqu'en 2022 le pays a connu son année la plus sèche depuis trois décennies, la production agricole a baissé (-15 % et jusqu'à -67 % pour les céréales) expliquant la moitié du ralentissement de l'activité économique (croissance tombée de 8,0% en 2021 à 1,3% en 2022).

Face à ce défi, le Maroc a engagé plusieurs actions ayant pour vocation de renforcer les infrastructures hydrauliques (barrages, stations de dessalement, réutilisation des eaux usées, etc.) à travers le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation sur la période 2020-2027 pour un budget de 143,9 Md MAD (soit 13,3 Md EUR). A l'occasion de la séance de travail, Nizar Baraka a également présenté un plan d'action d'urgence visant : (i) l'accélération dans la réalisation d'équipements ; (ii) la mobilisation optimale des ressources au niveau des barrages, des forages et des stations de dessalement ; (iii) la restriction potentielle de l'eau d'irrigation et des débits de distribution dans les grandes agglomérations.

Activités macroéconomiques & financières

L'inflation ressort à 6,1% en 2023

Au terme de l'année 2023, l'indice des prix à la consommation (IPC) du Maroc a augmenté de 6,1 % en moyenne par rapport à l'année 2022 (exercice 2022 qui avait déjà été marqué par une inflation de 6,6%). Selon le Haut-commissariat au Plan, cette hausse est imputable à une augmentation de +12,5% du prix des produits alimentaires, favorisée par une succession de chocs internes (sécheresse, séisme) et externes (hausse des prix des matières premières). L'augmentation conjointe de +1,7% des prix des produits non alimentaires a également contribué au renforcement de pressions inflationnistes déjà soutenues.

Malgré ces fluctuations, la réduction des pressions inflationnistes se poursuit progressivement en glissement mensuel : après avoir diminué de 0,3 points en novembre dernier par rapport à octobre 2023, celui-ci a régressé de 0,1 point le mois suivant, permettant ainsi au Maroc de retrouver un niveau d'inflation de 3,4 % en décembre 2023, son niveau le plus bas depuis février 2022 (après un pic à 10,2% en février 2023). A noter que l'inflation au Maroc diminue plus rapidement que dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO). Selon le FMI, l'inflation moyenne en 2023 dans la région est estimée à 17,1 %, tandis que les projections pour 2024 indiquent une inflation s'élevant à 15 %.

Fonds Mohammed VI : 17 sociétés de gestion de fonds retenues

La Fonds Mohammed VI pour l'investissement a annoncé, le 18 janvier, la sélection de 17 sociétés de gestion de fonds sectoriels et thématiques, dans le cadre du premier appel à manifestation d'intérêt lancé en mai 2023 (46 candidatures reçues). Dans le détail, les sociétés sélectionnées sont majoritairement généralistes (au nombre de 10), mais certaines ont une spécialisation dans les secteurs d'activité visés par le fonds, en particulier dans l'industrie (3), le tourisme (2), l'agriculture (1) et le transport et la logistique (1). Le communiqué officiel précise que le Fonds ambitionne de lever 20 Md MAD (soit 1,8 Md EUR) pour ses fonds sectoriels et thématiques, avec un apport initial de 33% (soit 6 Md MAD), le solde étant levé par les sociétés de gestion auprès d'investisseurs nationaux et internationaux. Pour rappel, le Fonds Mohammed VI a été créé en 2020, dans le cadre du plan de relance marocain, et ambitionne de lever 45 Md MAD de fonds propres (dont 15 Md apportés par l'Etat) pour stimuler l'investissement de l'économie marocaine.

Tenue du forum économique entre le Maroc et l'Arabie Saoudite à Riyad

La tenue d'un Forum économique saoudo-marocain, le 21 et 22 janvier, visait à poursuivre la dynamique de croissance du volume des échanges commerciaux, qui a atteint 5,7 Md USD en 2023 selon Chakib Alj, le président de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM). Ce chiffre est néanmoins à considérer avec précaution, les échanges commerciaux entre les deux pays ayant atteint seulement 1,7 Md EUR à fin septembre 2023, d'après les statistiques de l'Office des changes. Les exportations saoudiennes vers le Maroc auraient ainsi augmenté de 234% tandis que les exportations marocaines vers l'Arabie saoudite ont augmenté de 153%, plaçant le Maroc au 26ème rang des partenaires commerciaux du Royaume saoudien en termes d'exportations, au 23^{ème} rang en termes d'exportations non pétrolières et au 38^{ème} rang en termes d'importations. En sens inverse, l'Arabie Saoudite est le 5^{ème} fournisseur du Maroc et son 6ème investisseur étranger (3,5% du stock de capital).

Les grands enjeux de la coopération entre le Maroc et l'Arabie Saoudite se traduisent par l'opérationnalisation de la ligne maritime directe entre Djeddah et Tanger Med, la création d'un fonds d'investissement conjoint, ainsi que la promotion de l'accès des entreprises saoudiennes aux marchés européens et ouest-africains via le Maroc.

Commerce extérieur : croissance attendue des exportations en 2024

Le Haut-commissariat au Plan table sur une croissance de 7,6% des exportations de biens et services en 2024. Cette projection se fonde sur les solides performances des écosystèmes industriels marocains (automobile, phosphates, textile et artisanat) couplées à l'amélioration des perspectives économiques des principaux partenaires commerciaux, permettant de stimuler la demande extérieure. De plus, le fléchissement des prix des matières premières s'il se confirme, l'amélioration des conditions d'approvisionnement au niveau mondial, ainsi que la réduction des droits d'importation imposés par les États-Unis sur les engrais pourraient renforcer cette dynamique. Parallèlement, une progression des importations est également attendue (+7,3), notamment afin de sécuriser les besoins alimentaires du Maroc (céréales) dans un contexte de sécheresse.

Importations de blé : la France reste le 1^{er} fournisseur du Maroc en 2023

En 2023, le Maroc a poursuivi la diversification de ses fournisseurs en blé tendre. Cette stratégie lui a permis de se prémunir de la volatilité du marché international dans un contexte marqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui pèse sur les cours mondiaux. Au total, le Maroc a importé près de 4,7 M de tonnes de blé tendre, contre 5,3 M de tonnes en 2022 (soit une baisse de 10%), d'après les statistiques de la Fédération nationale des négociants en céréales et légumineuses (FNCL). La France reste le premier fournisseur du Maroc avec plus de 2,3 M de tonnes soit 49% de part de marché (contre plus de 3 M en 2022), devant l'Allemagne (1,2 M), la Roumanie (0,3 M), la Pologne (0,3) et la Russie (0,2).

Industries, énergie, agriculture

Industrie : construction par le groupe chinois Aeolon d'une usine de pales d'éoliennes à Nador

L'industriel chinois Aeolon a annoncé le lancement de la construction d'une usine de pales d'éoliennes sur le complexe industrialo-portuaire de Nador West Med. Cet investissement, d'un montant de 2,7 Md MAD (220 M EUR), devrait permettre à terme de créer 3 300 emplois dans la région de l'Oriental. Il s'agit de la sixième usine d'Aeolon et la première hors de Chine. La mise en service est prévue d'ici janvier 2025. Pour rappel, le Maroc, soutenu par plusieurs bailleurs, investit massivement pour transformer Nador en hub logistique, pendant oriental de Tanger Med.

Sur l'industrie éolienne, Siemens Gamesa avait ouvert en 2017 une usine de pales à Tanger (1,1 Md MAD d'investissement et 500 emplois) après avoir remporté en 2015 en consortium avec Nareva (Maroc) et Enel (Italie), l'appel d'offres pour la réalisation de cinq parcs éoliens au Maroc (850 MW au total). Dans le cadre d'un programme visant à accélérer le redressement de l'entreprise, Siemens Gamesa a décidé la fermeture de l'usine en 2022.

Energies renouvelables : premiers pas du Maroc dans la géothermie

Le Royaume pourrait intégrer une nouvelle source d'énergie renouvelable à son mix énergétique. Une mission d'exploration géophysique se déroule en janvier au Nord du pays. Cette mission est menée par une équipe d'experts issue de l'UM6P et de l'Office national des hydrocarbures et des mines. Elle vise à explorer les potentialités géothermiques de la zone. L'objectif est de tirer parti de la chaleur naturelle présente dans le sous-sol pour des utilisations directes, telles que le chauffage, l'agriculture, l'aquaculture et le séchage, et indirectes comme la production d'électricité. Il s'agit d'une expérience pilote qui sera dupliquée dans d'autres régions.

Record du trafic aérien dans les aéroports marocains en 2023

Les aéroports du Maroc ont accueilli un total 27 M de passagers en 2023, soit 32% de plus qu'en 2022. Cette croissance concerne l'ensemble des zones géographiques : Europe (+32%), Moyen et Extrême Orient (+32%), Afrique (+45%) et Amérique du Nord (+28%). Les aéroports enregistrant les plus fortes hausses par rapport à 2022 sont ceux de Marrakech (+41%), Rabat (+38%), Tétouan (+35%) et Tanger (+34%). A noter que l'aéroport Casablanca-Mohammed V concentre 36% du trafic aérien en 2023, avec près de 10 M de passagers, reflétant ainsi son positionnement comme véritable plateforme vers le continent africain.

OCP injecte 750 M MAD dans ses projets de dessalement d'eau de mer

Le premier exportateur mondial de phosphates vient d'injecter 750 M MAD (près de 70 M EUR) dans sa filiale OCP Green Water, créée en novembre 2022, afin de soutenir les projets d'eau non conventionnelle à usage industriel et urbain (pour l'eau potable). OCP Green Water a l'ambition de fournir, à horizon 2026, 110 M de m³ en eau non conventionnelle à partir de ses deux unités de dessalement d'eau de mer (El Jadida et Safi), dont le tiers à usage industriel pour le groupe OCP lui-même et les deux tiers en eau potable. Les investissements d'OCP Green Water font partie d'un programme d'investissement plus ambitieux de 130 Md USD (près de 12 Md USD), que le groupe OCP compte mettre en oeuvre au cours des quatre prochaines années. Ce nouveau programme d'investissement vert vise à atteindre la neutralité carbone à horizon 2040.

Hydrogène vert : le projet d'ORNX à Boujdour produira 100 000 tonnes au démarrage

La société ORNX détenue, entre autres, par l'espagnol Acciona démarre les études de conception pour son projet de plateforme de production d'hydrogène vert à Boujdour (Laâyoune-Sakia El Hamra). La première phase de production pourrait démarrer entre 2028 et 2029. Durant cette première étape du projet, la société anticipe une capacité combinée d'environ 1,8 gigawatt en énergie éolienne et solaire, permettant une production potentielle de plus de 100 000 tonnes d'hydrogène et 600 000 tonnes d'ammoniac vert. Une partie sera destinée à la consommation locale alors que le reste pourrait être exporté vers l'Europe et l'Asie. La plateforme couvrira près de 150 000 hectares et nécessitera un investissement de 73,5 Md MAD (près de 6,8 Md EUR) d'investissement.

Réduction des émissions de méthane : Danone lancera un projet pilote au Maroc

Le Groupe Danone et le Global Methane Hub (GMH) ont conclu un partenariat en vue de réduire les émissions de méthane et de mettre en place des solutions modulables dans l'agriculture. Le groupe français est la première entreprise à contribuer financièrement au plus grand accélérateur R&D consacré au méthane entérique (émanation de méthane résultant de la digestion du bétail ruminant), coordonné par le GMH et soutenu par un collectif d'organisations philanthropiques et de gouvernements.

Ce projet nécessitera 200 M USD et permettra à GMH d'investir dans la recherche et l'innovation pour créer de nouvelles solutions pratiques visant à aider les éleveurs de bétail à atténuer la fermentation entérique (émanation de méthane résultant de la digestion du bétail ruminant). Seront concernées dans un premier temps les fermes laitières de petits exploitants partenaires de Danone en Afrique du Nord, et en particulier au Maroc, avec un premier projet pilote réunissant 1 000 agriculteurs.

Alimentaire : enregistrement des fournisseurs étrangers à partir du 1er janvier 2024

Les importateurs ont été invités à entamer à partir du 1er janvier 2024 l'enregistrement des établissements étrangers exportateurs des produits alimentaires auprès desquels ils s'approvisionnent. Les produits concernés sont : les viandes et les produits à base de viandes ; les produits de la pêche et de l'aquaculture ; le lait et les produits laitiers ; les jus et les nectars ; les conserves végétales soumises à un traitement thermique y compris les sauces et les assaisonnements. L'ONSSA a mis en ligne une plateforme informatique pour l'enregistrement : <https://amex.onssa.gov.ma/>.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr